

Rapport d'activités 2010

Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

TABLE DES MATIERES

RAPPORT D'ACTIVITES 2010	1
INTRODUCTION ET RAPPEL DU ROLE IMPARTI PAR LE DECRET A LA COMMISSION	3
<i>L'enjeu de la Commission</i>	3
<i>Champ d'application de l'article 41</i>	3
<i>La commission agit sur plainte, également appelée requête</i>	3
<i>Qui détient la saisine – qui peut solliciter la Commission</i>	4
<i>Composition de la Commission</i>	5
CHAPITRE 1 : LES ACTIVITES DE LA COMMISSION EN 2010	6
CHAPITRE 2 : ETUDE DES DOSSIERS.....	6
<i>Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis</i>	6
<i>Section 2 : Les activités commerciales</i>	7
1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.	7
2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?	7
C42/23 : « L'alcool en promotion »	8
C42/25 : « Fruits et légumes »	8
C42/26 : « Les supports pédagogiques de la banque. »	9
<i>Section 3 : Les activités politiques</i>	9
C42/21 : « Propagande politique dans l'éditorial »	9
C42/27 : « Le conseil communal des jeunes »	10
C42/31 : « La visite du Parlement »	11
<i>Section 4 : La concurrence déloyale</i>	12
1. La concurrence déloyale et l'article 41	12
C42/22 : « Concurrence entre PO »	12
2. La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire	12
C42/24 : « les CEB de l'école P*** »	13
C42/29 : « CEB Méridionaux »	13
C42/30 : « CEB du Nord »	13
C42/32 : « les CEB du bilan »	14
ANNEXE I - COMPOSITION AU 1^{ER} JANVIER 2010 DE LA COMMISSION CREEE A L'ARTICLE 42 DE LA LOI DU 29 MAI 1959 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LEGISLATION DE L'ENSEIGNEMENT	16
ANNEXE II – TEXTE DES AVIS PRONONCÉS EN 2010.....	19
LES ACTIVITES COMMERCIALES	19
C42/23 : « L'alcool en promotion »	19
C42/25 : « Fruits et légumes »	19
C42/26 : « Les supports pédagogiques de la banque »	21
LA PROPAGANDE POLITIQUE	22
C42/21 : « Propagande politique dans l'éditorial »	22
C42/27 : « Le conseil communal des jeunes »	24
C42/31 : « La visite du Parlement »	26
LA CONCURRENCE DELOYALE.....	28
C42/22 : « Concurrence entre PO »	28
La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006.....	29
C42/24 : « les CEB de l'école P*** »	29
C42/29 : « Les CEB méridionaux »	30
C42/30 : « CEB du Nord »	31
C42/32 : « les CEB du bilan »	32

Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission

Comme le prévoit l'article 42, §3, al.2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, « la Commission rend [son] rapport annuel d'activités qu'elle transmet[tra] au Gouvernement qui en informe[ra] le Parlement. » Le millésime 2010 en est la troisième édition.

L'enjeu de la Commission

Pour mémoire, il convient d'avoir à l'esprit l'enjeu de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 :

« Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.

Toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement. »

Afin d'assurer l'efficacité de cette disposition, le décret a voulu que « la Commission rend[e] des avis » et que « pour mener à bien ses missions, [elle] dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les Services du Gouvernement et les Services généraux de l'inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense. » (Art. 42, §1er, alinéa 2)

« La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue. » (Art. 43, §3, alinéa 2)

Champ d'application de l'article 41

Le champ d'application – appelons-le « rationae materiae » - de l'article 41 recoupe trois domaines principaux :

- « Toute activité et propagande politique ; »
- « Toute activité commerciale ; »
- « Toute pratique déloyale [...] dans la concurrence entre [l]es établissements. »

La commission agit sur plainte, également appelée requête

La requête est le document qui contient l'exposé de la plainte. La réglementation n'en fournit pas de définition formelle :

L'article 42. - § 1^{er} de la loi du 29 mai 1959 charge la Commission « de connaître de toutes les demandes relatives aux infractions édictées à l'article 41 en ce qui concerne l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et à l'intérêt de l'enseignement. »

La requête doit comporter une plainte, et non une interrogation de principe, à propos de l'infraction aux dispositions de l'article 41.

L'article 7 du règlement d'ordre intérieur¹ de la Commission détermine le contenu de la requête : « La requête comporte un exposé succinct de la demande, accompagné de pièces justificatives. La demande et les pièces justificatives constituent un dossier. Le requérant est tenu d'envoyer son dossier, accompagné d'un inventaire des pièces justificatives, au secrétariat de la Commission. La requête accompagnée des pièces justificatives et du compte rendu du conseil de Participation est adressée aux membres de la Commission dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet. »

L'article 13 du même règlement dispose de ce que « la requête doit avoir pour objet une pratique déloyale visée à l'article 41 de la loi. »

Aucun formalisme autre que celui de l'article 13 n'a été imposé.

Qui détient la saisine – qui peut solliciter la Commission

Selon l'art. 43. §1^{er} : « La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à requête déposée par :

1° Un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation;

2° Une Association de parents ;

3° Une Organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement ;

4° Le Gouvernement ;

5° Un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnu par le Gouvernement.

6° Une association, organisation ou fondation ayant pour objet la défense, la recherche ou l'information des consommateurs ou de l'enseignement. »

Art. 43 § 2 : « La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit. »

L'exposé des motifs² indique que [la Commission] « permettra de clarifier enfin la situation et de répondre aux diverses sollicitations – directes ou indirectes - dont font de plus en plus

¹ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, M. B. du 12 août 2008.

² Exposé des motifs, document n° 386 – 21 mars 2007, p.3 et 4

l'objet les établissements scolaires, les enseignants et les élèves. Ces derniers se voient, en effet, proposer, sous le couvert d'initiatives à caractère « pédagogique » ou « éducatif » des intrusions commerciales ou publicitaires à caractère lucratif. Il en résulte un flou dommageable qui amène le Gouvernement à cadrer ces différentes situations. Le ... projet de décret apporte une réponse à cette problématique.

Le Gouvernement, suite aux avis rendus par la Commission, décidera de ce qui constitue ou non une infraction à l'article 41 et donnera tous les outils nécessaires aux acteurs de terrain afin d'apprécier la pertinence des sollicitations dont ils font l'objet... Ces infractions devront être examinées d'une part, au regard des différentes lois, décrets et règlements qui définissent ces notions (exemple : article 1er du Code de commerce qui définit l'acte de commerce) et d'autre part, eu égard à l'intérêt de l'Enseignement et à ses particularités. »

Composition de la Commission

L'article 42 § 2 dispose de ce que :

« La Commission se compose :

1° De deux représentants des services du Gouvernement ;

2° De cinq représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement et du directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française³ ;

3° De trois représentants des Services Généraux de l'Inspection ;

4° De six représentants des organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement ;

5° D'un représentant de chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement [...]

[...] La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

La Commission est présidée par un Président et un vice-président qui le supplée en cas d'absence ; tous deux sont désignés par le Gouvernement parmi les représentants des services du Gouvernement. Les mandats sont exercés durant cinq ans. Le secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement qui, selon les mêmes modalités, désigne un secrétaire adjoint.

La composition de la Commission (année 2010) se trouve indiquée en annexe.

³ Ou son délégué.

Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2010

Depuis la clôture du rapport 2009, pour ce qui concerne la période qui nous préoccupe, la Commission s'est réunie cinq fois,

Elle a examiné douze plaintes.

Dossier	Nature ⁴	Date de la requête	Date de l'avis	Date de la décision
C42/21 « propagande politique dans l'éditorial »	Pol	30/05/2009	02/09/2010	13/12/2010 - accord
C42/22 « Concurrence entre PO »	CD	03/09/ 2009	02/09/2010	16/11/2010 - accord
C42/23 « L'alcool en promotion »	Com	30/05/2009	02/09/2010	16/11/2010 – accord
C42/24 « les CEB de l'école P*** »	CD	08/02/2010	21/04/2010	21/06/2010 – accord
C42/25 « Fruits et légumes »	Com	15/02/2010	21/04/2010	16/06/2010 – accord
C42/26 « les supports pédagogiques de la [banque] »	Com	31/03/2010	21/04/2010	16/06/2010 – accord
C42/27 « le conseil communal des jeunes »	Pol	06/05/2010	02/09/2010	16/11/2010 - accord
C42/28 « Décret-inscriptions »	CD	27/05/2010	En cours	
C42/29 « CEB Méridionaux »	CD	02/07/2010	02/09/2010	13/12/2010 – accord
C42/30 « CEB du Nord »	CD	30/06/2010	02/09/2010	16/11/2010 – accord
C42/31 « La visite du Parlement »	Pol	09/03/2010	02/09/2010	17/11/2010 - accord
C42/32 « les CEB du bilan »	CD	04/10/2010	10/11/2010	08/02/2011 - accord

Le tableau indique la date d'introduction de la plainte, sa nature dans le contexte de l'article 41, la date à laquelle la Commission a rendu un avis et la date à laquelle l'autorité ministérielle a prononcé sa décision.

On voudra bien remarquer qu'un dossier n'a pas encore donné lieu à un avis : Le dossier C42/28 « Décret-inscription » est toujours en voie d'instruction.

La Commission a donc eu l'occasion de rendre 11 avis. Trois avis concernent les matières commerciales, trois dossiers ont trait à l'interdiction de la propagande politique formulée dans l'article 41, cinq dossiers concernent la matière de la concurrence parmi lesquels on remarquera que quatre espèces ont trait à l'application du décret du 2 juin 2006 (relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire) qui fait référence à l'article 41.

Chapitre 2 : Etude des dossiers

Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis

Comme précédemment, certains extraits ont été cités afin d'illustrer le contenu du présent rapport. Ces extraits ont été adaptés grammaticalement à la concordance des temps. Ils

⁴ Nature ou domaine, procédant du champ d'application rationae materiae :

Pol : activité politique ;

Com : activité commerciale ;

CD : concurrence déloyale

doivent se comprendre aussi à la lecture de l'avis en entier. Le lecteur trouvera donc en annexe du présent rapport le texte complet des 11 avis prononcés par la Commission.

Il convient encore de formuler deux remarques importantes :

D'une part, conformément au prescrit de l'article 42, §3, alinéa 3, de la loi déjà citée, « [...] le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les établissements scolaires concernés. »

D'autre part, le nom des firmes ou des sociétés commerciales impliquées dans certains cas examinés par la Commission n'a été indiqué que par une initiale suivie de trois astérisques. Aussi, les noms ont été supprimés et les mentions permettant une identification de ces noms ont été soit supprimées, soit adaptées dans la perspective de garder un texte lisible mais fidèle.

Section 2 : Les activités commerciales

1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.

L'article 41, alinéa premier, tel qu'il est formulé, énonce un principe d'interdiction : « Toute activité commerciale [est] interdite [...] dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés. »

2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?

La loi de 1973 précitée n'a apporté aucune définition du concept d'activité commerciale. Comme indiqué dans le précédent rapport, les membres peuvent – et doivent- se référer à la définition de l'acte de commerce contenue dans le Code de commerce, ainsi qu'aux concepts de droit économique belge et international en vigueur.

Dans le domaine commercial, la Commission a eu à connaître de trois affaires, que nous allons détailler en page suivante.

C42/23 : « L'alcool en promotion »

Avis prononcé le 2 septembre 2010 – décision ministérielle : accord le 16 novembre 2010

Pratique commerciale – démarchage publicitaire – absence d'acte dans le chef des établissements – non application de l'art.41

La Commission fut informée de ce qu'une société fabricant des boissons alcoolisées démarchait certains établissements d'une zone déterminée. De fait, une enquête, diligentée par l'Inspection à la demande de la Commission révéla que la démarche commerciale a[vait] bien eu lieu, [mais que] les chefs d'établissement concernés déclar[ai]ent ne pas y avoir donné suite]. »

L'inspection n'ayant trouvé aucune raison de douter de ces affirmations, les membres furent d'avis que, dans la mesure où les chefs d'établissement n'avaient donné aucune suite au démarchage publicitaire, il n'y avait donc eu aucune activité commerciale dans les établissements concernés, et partant, pas d'infraction à l'article 41.

C42/25 : « Fruits et légumes »

Avis prononcé le 21 avril 2010 – décision ministérielle : accord le 16 juin 2010

Pratique commerciale – démarchage publicitaire dans le cadre d'une initiative des pouvoirs publics – déclinatoire de compétence - non application de l'art. 41

Le programme « Fruits & légumes à l'école » était une initiative de l'Union européenne cofinancée par la Région wallonne et la Région bruxelloise. Les Communautés française et germanophone apportaient, quant à elles, leur contribution par le développement des mesures d'accompagnement.

Ce programme visait un double objectif :

- l'éducation à l'alimentation des élèves afin de les inciter à développer dès le début de leur scolarité des comportements alimentaires basés sur des produits sains et ainsi d'améliorer leur santé ;
- l'information sur les modes de production ainsi que sur la consommation des produits de qualité et de proximité afin de sensibiliser à une approche durable de la consommation de fruits et légumes ;

La Commission fut saisie d'une plainte contre un groupe de producteurs qui démarchait certains établissements scolaires wallons. À l'unanimité, les membres estimèrent qu'il n'entraînait pas dans les compétences de la Commission d'examiner les activités de ce groupe de producteurs, dans le cadre de ce démarchage.

En effet, ils considérèrent que cette activité était liée à une initiative des pouvoirs publics et que ce démarchage, qui accompagnait le programme « fruits et légumes, » se présentait comme une forme d'approvisionnement des écoles.

Dans ces circonstances, les membres furent d'avis que les enfants et les jeunes gens n'étaient pas particulièrement la cible d'une activité commerciale. Dans cette perspective, les pratiques

incriminées n'entraient pas dans le champ de l'article 41 et qu'il n'entrait pas dans leur compétence de les examiner.

C42/26 : « Les supports pédagogiques de la banque. »

Avis prononcé le 21 avril 2010 – décision ministérielle : accord le 16 juin 2010

Pratique commerciale – opération de banque - absence d'infraction rationae materiae et rationae loci – irrecevabilité

La Commission fut saisie d'une plainte d'une organisation de consommateurs : une banque souhaitait mettre en œuvre des supports pédagogiques destinés aux élèves du troisième degré de l'enseignement primaire et du premier degré de l'enseignement secondaire.

Elle fut informée par cette même organisation, qui entretemps s'était renseignée, que l'initiative bancaire se limiterait à la partie néerlandophone du pays et que le contenu de ces supports serait effectué de manière indépendante des banques. Aussi, les membres furent-ils d'avis, à l'unanimité, qu'aucun nom d'établissement scolaire n'ayant été mentionné au sein duquel une infraction aurait été constatée, les conditions d'application de l'article 41 n'étaient pas réunies et que la plainte de l'organisme de consommateur était irrecevable.

Section 3 : Les activités politiques

L'article 41 a été rédigé dans le but d'éviter que différentes conceptions politiques ne s'affrontent sur les bancs de l'école.

C42/21 : « Propagande politique dans l'éditorial »

Avis prononcé le 2 septembre 2010 – décision ministérielle : accord le 13 décembre 2010

Bulletin de l'association des anciens - Propos de nature politique du chef d'établissement – activité non limitée à l'enceinte physique des bâtiments scolaires – violation de l'article 41

La Commission fut saisie d'une plainte au sujet de propos tenus dans l'éditorial d'une revue destinée aux parents et aux élèves. La teneur de ces propos, qui faisaient allusion à « ...des mesures calamiteuses [en matière d'enseignement]...fruit de deux partis... » était clairement de nature politique. Or, les propos avaient été rédigés par le chef d'établissement.

Interrogé sur le point de savoir s'il y avait eu propagande politique « dans » l'établissement, durant le temps scolaire ou dans le cadre d'activités scolaires, le service juridique du Ministère de la Communauté française répondit qu'il se référait à l'intention du législateur : il s'agissait d'éviter que les luttes politiques ou philosophiques ne se développent « dès la vie scolaire. Dès lors, il apparaissait contraire à la volonté du législateur d'interpréter le texte de l'article 41 comme limitant le champ d'application de cette disposition à la seule enceinte physique des bâtiments scolaires. Aussi, les membres, excepté deux d'entre eux, furent en

majorité d'avis que la rédaction de propos de nature politique dans une revue d'anciens élèves était une activité contraire au prescrit de l'article 41 du pacte scolaire. Il est à noter que l'avis a fait l'objet d'une note de minorité et n'a pas été prononcé à l'unanimité⁵.

C42/27 : « le conseil communal des jeunes »

Avis prononcé le 2 septembre 2010 – décision ministérielle : accord le 16 novembre 2010

Visite d'une assemblée parlementaire – absence de coloration politique particulière - éducation à la citoyenneté – non application de l'article 41.

La plainte, relayée par Madame la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale, fut introduite par un mandataire communal. En voici le contexte : dans le cadre de l'initiation des jeunes à la démocratie communale, ceux-ci deviennent de petits conseillers qui représentent démocratiquement les écoles « tout réseau » de l'entité concernée. Dans le cadre de cette initiation, une activité de visite du Parlement fédéral eut lieu, et elle ne fut encadrée que par des mandataires d'une seule couleur politique, et différente de celle du requérant. L'intéressé dénonça donc des faits de propagande politique.

Une enquête fut diligentée, dont les membres de la Commission prirent connaissance. Les conclusions du rapport exposèrent entre autre que « la visite s'[était] effectuée avec les élèves des trois réseaux confondus » et qu' « à aucun moment, l'appartenance politique des édiles communaux accompagnant et recevant les élèves n'a[vait] été signalée. » Aussi, les membres émirent l'avis, à l'unanimité, que la pratique dénoncée ne constituait pas une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959, d'autant plus que l'organisation d'une telle activité rejoignait les préoccupations du décret mission en matière d'éducation à la citoyenneté.

⁵ L'article 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2010 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission prévoit que « le cas échéant, l'avis est accompagné d'une note de minorité. »

Le présent avis n'a pas été prononcé à l'unanimité. Deux membres ne sont pas d'avis, contrairement à la majorité d'entre eux, que l'activité incriminée viole le prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959. En effet, ces personnes font remarquer que l'éditorial incriminé a été publié dans une revue qui émane d'une ASBL et que l'on a beau regretter que des propos politiques y aient été rédigés, ce fait rentre uniquement dans le cadre de la responsabilité de l'ASBL, dans l'exercice de la liberté d'expression ;

Que par conséquent cette activité ne s'étant pas déroulée « dans un établissement d'enseignement », notion qui n'est pas davantage définie par la loi que celle d' « activité scolaire, » l'on ne saurait donc parler de violation de l'article 41 précité ;

Ces mêmes personnes font également remarquer qu'il n'est pas prouvé que la revue incriminée ait circulé au sein de l'établissement scolaire, et qu'elle ait été spécialement destinée aux élèves, puisqu'aussi bien ils sont l'objet de la protection inscrite au sein de l'article 41 du pacte scolaire.

C42/31 : « La visite du Parlement »

Avis prononcé le 2 septembre 2010 – décision ministérielle : accord le 17 novembre 2010

Visite d'une assemblée parlementaire – décret mission – Pacte scolaire – éducation à la citoyenneté - définition de propagande politique – action sur l'opinion –absence des éléments de propagande – recommandation de prudence – non application de l'article 41.

Un député d'une assemblée parlementaire de la partie francophone du Royaume transmet au secrétariat de la Commission une plainte qui contenait en substance les griefs suivants : des rhétoriciens d'un établissement scolaire s'étaient rendus dans l'hémicycle d'une assemblée lors d'une matinée de cours afin de visiter les lieux. Le professeur organisateur principal, par ailleurs titulaire d'un mandat dans une autre assemblée, avait fonctionné antérieurement comme député au sein de l'assemblée visitée. Comme les rhétoriciens avaient été reçu uniquement par des membres du groupe politique auquel appartenait l'organisateur, cela ressemblait – au dire du requérant - à de la propagande politique.

Au cours de leur réunion, les membres de la Commission examinèrent le rapport de l'Inspection, qui avait entretemps été chargée d'examiner les circonstances décrites dans la plainte. Les membres constatèrent que l'activité avait fait l'objet d'une préparation bien avant la visite programmée. Les étudiants avaient été invités à travailler sur des propositions de loi.

Or, le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (décret-mission) encourage l'« éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française. » Il convenait donc d'examiner l'activité incriminée à la lueur de dispositions qui éclairent l'intérêt de l'enseignement sous différentes facettes : l'activité était en adéquation avec les textes légaux et les programmes de cours. Quant à l'article 41, gardien de la paix scolaire, il interdit la propagande politique à l'école. La propagande politique peut se définir comme le fait d'« exercer une action sur l'opinion pour l'amener à avoir certaines idées politiques ou sociales, à soutenir une politique, un gouvernement, un représentant. » Or, il ne ressortait pas du rapport de l'Inspection que les propositions de loi, sur lesquelles planchèrent les étudiants, aient eu une quelconque connotation politique.

Tout en remarquant qu'il eut été souhaitable de faire preuve de prudence en l'occurrence et qu'il eut fallu sans doute s'adresser au service de relation publique de l'institution, les membres furent unanimement d'avis que la pratique dénoncée ne constituait pas une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

Section 4 : La concurrence déloyale

1. La concurrence déloyale et l'article 41

C42/22 : « Concurrence entre PO »

Avis prononcé le 2 septembre 2010 – décision ministérielle le 17 novembre 2010 (accord)

Inscription d'élève – pression d'un PO – absence de preuve – non application de l'article 41

Ce dossier fait état des doléances d'un parent d'élève : on aurait fait pression pour que [cette personne] maintienne ses enfants dans un établissement alors qu'elle les avait inscrits dans un établissement d'un réseau concurrent.

La Commission demanda qu'une enquête soit diligentée. Le rapport de l'Inspection indiquant que les faits de concurrence déloyale n'avaient pu être établis, les membres ne purent confronter la pratique incriminée avec le prescrit de l'article 41 de la loi précitée. Ils émirent donc l'avis, à l'unanimité, qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer l'article 41.

2. La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire

La Commission peut être compétente pour examiner une plainte dans le cadre d'une réglementation qui se réfère au Pacte scolaire pour ériger en infraction une pratique déterminée.

L'article 27⁶ du décret du 2 juin 2006 précise que : « *Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires.*

Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.

Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel.

En cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

Le non respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »

La Commission a eu à connaître de quatre requêtes examinées à la lueur de l'article 27 précité :

⁶ Dans l'affaire C42/1, la Commission s'était référée également au décret du 2 juin 2006, mais à son article 7, qui prévoyait l'interdiction de divulguer les résultats de l'évaluation externe non certificative. (Voir rapport 2007-2008)

C42/24 : « les CEB de l'école P* »**

Avis prononcé le 21 avril 2010 – décision ministérielle le 21 juin 2010 (accord)

Un établissement scolaire fit état sur son site internet de la réussite du CEB avec brio par les 6ème et déclara qu' « avec de tels résultats, on avait de quoi être très fier de ses élèves mais aussi de la qualité d'enseignement prodigué au sein de l'école. »

Les membres, réunis en leur séance, examinèrent cette pratique à la lueur de l'article 27 précité et furent d'avis, à l'unanimité, que la pratique dénoncée par la plainte constituait une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

C42/29 : « CEB Méridionaux »

Avis prononcé le 2 septembre 2010 – décision ministérielle le 13 décembre 2010 (accord)

La copie d'une coupure de presse du journal M*** dans laquelle un établissement [scolaire] faisait état de 100 % de réussite du CEB fit cette fois l'objet d'une plainte qui aboutit sur le bureau de la Commission.

Une affichette, qui émanait du même établissement, proclamait le même taux de réussite aux épreuves externes. Les membres en déduisirent majoritairement qu'elle était destinée à circuler hors de l'établissement et que, partant, elle n'avait d'autre but que d'encourager l'inscription d'enfants et que donc, elle constituait une publicité volontairement mis en œuvre par l'établissement incriminé.

Hormis certains membres⁷, ceux-ci furent majoritairement d'avis de constater que les éléments constitutifs du non-respect de l'interdiction formulée dans l'article 27 précités étaient réunis, puisque l'article de journal et l'affichette mentionnaient 100% de réussite au CEB. A leurs yeux, la pratique dénoncée constituait une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

C42/30 : « CEB du Nord »

Avis prononcé le 2 septembre 2010 – décision ministérielle le 16 novembre 2010 (accord)

⁷ L'avis C42/29 n'a pas été prononcé à l'unanimité. Certains membres de la Commission ne furent pas d'avis, contrairement à la majorité, que les éléments constitutifs du non-respect de l'interdiction formulée dans l'article 27 précité étaient réunis et que la pratique dénoncée constituait, au dire même de l'article précité, une violation du prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

En effet, relativement à une affichette de publicité destinée à circuler hors de l'établissement, qui n'aurait d'autre but que d'encourager l'inscription d'enfants et qui constituerait donc une publicité volontairement mise en œuvre par l'établissement incriminé, ces personnes firent remarquer que la preuve n'avait pas été rapportée que l'affichette avait effectivement circulé hors les murs de l'école et qu'elle pouvait donc être un document à usage interne.

Une plainte fut déposée devant la Commission comme suite à un article du journal « N*** » intitulé « [Voici les localités] championnes des CEB. » Il y était relaté, d'après une interview d'un certain chef d'établissement, que « les écoles ... de la région avaient un taux de réussite supérieur à la moyenne. »

Les membres furent amenés à constater que les éléments constitutifs du non-respect de l'interdiction formulée dans l'article 27 précités étaient réunis, et donc, furent d'avis, à l'unanimité, au vu de ce même article 27, que la pratique dénoncée constituait une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

C42/32 : « les CEB du bilan »

Avis prononcé le 10 novembre 2010 – décision ministérielle le 8 février 2011 (accord)

Dans un article paru dans une revue toute boîte (à échelle locale), un responsable scolaire publia la proportion des élèves de 1^{ère} différenciée d'un certain établissement qui avaient obtenu le CEB.

L'article incriminé comportait un alinéa rédigé comme suit : « En juin dernier, sur les 9 enfants inscrits, 7 ont obtenu leur CEB, ce qui représente un résultat remarquable, quand on sait qu'en Communauté française, seuls 16% des enfants inscrits dans l'enseignement différencié en 2008-2009 avaient obtenu ce certificat. »

Il faut avoir à l'esprit que l'information « seuls 16% des enfants inscrits dans l'enseignement différencié en 2008-2009 avaient obtenu ce certificat » est une information tombée dans le domaine public et que l'information qu'« en juin dernier, sur les 9 enfants inscrits, 7 ont obtenu leur CEB, ce qui représente un résultat remarquable, » est une information qui fait référence à l'enseignement dispensé dans le réseau dont était responsable l'auteur de l'article.

L'expression de ce résultat, mis en rapport avec l'information « qu'en Communauté française, seuls 16% des enfants inscrits dans l'enseignement différencié en 2008-2009 avaient obtenu ce certificat » constitue, aux yeux de la majorité des membres, une manière d'utiliser des informations publiques aux fins de publicité susceptible d'induire une concurrence que prohibe l'article 41 du Pacte scolaire, compte tenu de l'interdiction formulée dans l'article 27 précité.

Majoritairement, hormis l'un d'entre eux⁸, les membres furent d'avis de constater que les éléments constitutifs du non-respect de l'interdiction formulée dans l'article 27 précités étaient réunis et, par conséquent, émirent l'avis, à la majorité, en vertu de ce même article, que la pratique dénoncée constituait une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959

⁸ L'un des membres de la Commission n'est pas d'avis, contrairement à la majorité d'entre eux, que les éléments constitutifs du non-respect de l'interdiction formulée dans l'article 27 du décret du 2 juin 2006 sont réunis et que la pratique dénoncée constitue, au dire même de l'article précité, une violation du prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

En effet, cette personne ne voit dans la rédaction de l'article incriminé rien d'autre que l'expression d'une certaine reconnaissance et de félicitations pour le travail accompli par l'équipe pédagogique de l'établissement, et non une transgression de l'article 27 précité.

Nous rappelons que le lecteur trouvera le texte des différents avis qui viennent d’être exposés en annexe II du présent rapport. Ce texte a été rédigé compte tenu des remarques formulées au début du chapitre 2. Nous vous en souhaitons une lecture agréable.

La Présidente,

Le Secrétaire

Lise-Anne HANSE,
Directrice générale

Jean-Michel Crabbé
Directeur

Annexe I - Composition au 1^{er} janvier 2010 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Représentant les services du Gouvernement
Membres de l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche
scientifique (AGERS) :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
MME. Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire		M. Jacques VANDERMEST, Directeur	
MME. Claudine LOUIS, Directrice générale adjointe		M. Alain DUFAYS, Directeur	

Représentant les organes de représentation et de coordination des pouvoirs
organiseurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
Secrétariat général de l'Enseignement catholique			
MME. Emmanuelle HAVRENNE		MME. Anne METHENS	
MME. Bénédicte BEAUDUIN		Mme Nathalie DASNOY	
Conseil de l'Enseignement des communes et des provinces			
MME. Reine-Marie BRAEKEN		MME. Isabelle BLOCRY	
Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné			
M. Roberto GALLUCCIO		M. Alain MASSART	
Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants			
M. Michel BETTENS		M. Raymond VANDEUREN	

Le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la
Communauté française ou son délégué ;

N.		M. David MAIRE	
----	--	----------------	--

Représentants les Services généraux de l'Inspection :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
M. Daniel PLAS		M. Etienne MICHA	
MME. Micheline GERARD		M. Philippe DELFOSSE	
M. André CAUSSIN		M. Jean-Paul HOGENBOOM	

Représentant les organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
Centrale générale des Services publics – secteur enseignement			
M. Pascal CHARDOME		M. Philippe JONAS	
Syndicat des employés, des cadres et techniciens (FGTB)			
M. Bernard DE COMMER		M. Joan LISMONT	
Confédération des syndicats chrétiens (enseignement)			
M. Charles MALISOUX		MME. Anne-Françoise VANGANSBERGT	
M. Marc PAYEN		MME Isabelle VANAERSCHOT	
Syndicat libre de la fonction publique			
M. Yves DELBECQ		MME. Pascale VANDER STRAETEN	
Association Professionnelle du Personnel de l'Enseignement Libre			
M. Marc WILLAME		M. Jean-François GHYS	

Représentant chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement :

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
Union des fédérations des associations de parents de l'enseignement catholique			
MME. Violaine DAUTREBANDE		MME. Julie FERON	
Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel			
MME. Odile KELLER		MME. Marie-Christine LINARD	

Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs			
M. Marc VANDERCAMMEN Directeur général		M. Alexis MOERENHOUT	

Secrétaire : Jean-Michel CRABBÉ, Directeur

Annexe II – texte des avis prononcés en 2010

Les activités commerciales

C42/23 : « L'alcool en promotion »

Avis prononcé le 2 septembre 2010

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 16 novembre 2010

Les membres de la Commission,

Considérant que, par sa note du 30 octobre 2009, Madame Marie-Dominique SIMONET, Ministre de l'Enseignement obligatoire, s'est dite interpellée une infirmière de centre PMS l'informant de ce qu'« un délégué commercial de la société « M*** » se serait présenté dans différents établissements de la région X dans le but de promouvoir des boissons alcoolisées énergisantes ;

Considérant que, le 23 février 2010, cette personne devait communiquer une liste de trois établissements à la Commission ;

Considérant qu'au cours de la séance du 21 avril 2010, les membres souhaitèrent qu'une enquête soit diligentée par l'Inspection afin de savoir si un démarchage de type commercial avait été accepté dans les établissements mentionnés dans le courrier précité ;

Considérant que le rapport de l'Inspection indiquait que « la démarche commerciale a bien eu lieu, [que] les trois chefs d'établissement déclarent ne pas y avoir donné suite, [qu']il n'y a aucune raison, dans l'état actuel du dossier, de mettre en doute leur déclaration ; »

Considérant le texte de l'article 41 alinéa 1 précité, qui dispose de ce que : « *toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.* »

Considérant que, dans la mesure où les chefs d'établissement n'ont donné aucune suite au démarchage publicitaire, il n'y a donc eu aucune activité commerciale dans les établissements concernés ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, qu'il n'y a pas lieu de parler de violation de l'article 41 de la loi précitée.

C42/25 : « Fruits et légumes »

Avis prononcé le 21 avril 2010.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 16 juin 2010.

Considérant que, par sa note du 15 février 2010, Madame la Ministre de l'Enseignement obligatoire s'est dite « interpellée à propos d'un courrier transmis aux services de promotion à la santé à l'école (PSE) » ;

Considérant que, dans le cadre du « programme fruits et légumes gratuits à l'école », il semblait [à Madame la Ministre] qu'un groupe de producteurs démarch[ait] certains établissements scolaires wallons, et annex[ait] à son courrier des documents officiels ;»

Considérant que le site Internet du portail de l'agriculture wallonne, qui dépend du Ministère wallon de l'agriculture et de l'environnement, indiquait que « *ce programme « Fruits & légumes à l'école »[était] une initiative de l'Union européenne cofinancée par la Région wallonne. [Que] Les Communautés française et germanophone apporter[aient], quant à elles, leur contribution pour le développement des mesures d'accompagnement. »*

« *[Que] ce programme vis[ait] un double objectif :*

- *l'éducation à l'alimentation des élèves afin de les inciter à développer dès le début de leur scolarité des comportements alimentaires basés sur des produits sains et ainsi d'améliorer leur santé ;*
- *l'information sur les modes de production ainsi que sur la consommation des produits de qualité et de proximité afin de sensibiliser à une approche durable de la consommation de fruits et légumes ;*

Considérant que, selon le site Internet, « *les enfants à l'école en Région wallonne (idem en Région flamande et en Région bruxelloise) [allaient], pour les classes de la 1ère à la 6ème primaire, pouvoir bénéficier d'une distribution gratuite de fruits et légumes à l'école ;*

Considérant que ce même site Internet proposait « *une liste indicative des producteurs, des groupements de producteurs, des fournisseurs et des criées wallonnes répondant [à certains critères]* » sous forme de fichier Excel ;

Considérant qu'« *il [était] donc autorisé de s'approvisionner chez d'autres fournisseurs, qu'il s'agisse de l'épicerie du coin, d'un marché établissant ses quartiers à proximité de l'école... [qu'] il [était] également autorisé de panacher, pour une même demande d'aide, les achats chez différents fournisseurs ; »*

Considérant qu'en outre, « *un projet pédagogique entourer[ait] ces distributions afin d'intégrer le programme à l'enseignement ; »*

Considérant que le groupe de producteur mis en cause par Madame la Ministre se trouve être [un important producteur] ;

Considérant qu'interrogé par courrier, l'un des responsables de [cette entreprise,] répondit par téléphone qu'il avait demandé l'autorisation de lancer le programme au Ministre responsable de l'économie en Région bruxelloise. Le secrétariat du ministre la lui aurait accordée par téléphone ;

Considérant que l'intéressé déclara qu'il fut ensuite contacté, en vue de la promotion de l'opération, par le « conseil de filière », organisme de promotion de la Région wallonne ;

Considérant que l'intéressé a confirmé ses affirmations par mail ;

Considérant que la promotion de l'opération ne pourrait se dérouler sans un certain démarchage, et que le démarchage proprement dit est un acte qui pourrait se voir confronter au prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Considérant le texte de l'article 41 alinéa 1^{er} précité, qui dispose de ce que : « *toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements*

d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés ;»

Considérant qu'il convient d'analyser l'initiative de [l'entreprise concernée] à la lumière du prescrit de l'article 41 précité ;

Considérant que le programme « fruits et légumes » est une initiative des pouvoirs publics ;

Considérant que le démarchage qui accompagne le programme « fruits et légumes » se présente comme une forme d'approvisionnement des établissements scolaires ;

Considérant que, dans ces circonstances, les enfants et les jeunes gens ne sont pas particulièrement la cible d'un démarchage commercial ;

Considérant que dans cette perspective, les pratiques incriminées n'entrent pas dans le champ de l'article 41 ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, qu'il n'entre pas dans les compétences des membres de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement d'examiner la pratique évoquée par Madame la Ministre de l'Enseignement obligatoire.

C42/26 : « Les supports pédagogiques de la banque »

Avis prononcé le 21 avril 2010.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 16 juin 2010.

Considérant que, par courrier du 31 mars 2010, Monsieur Marc VANDERCAMMEN, Directeur général du CRIOC, porta plainte devant la Commission contre *« l'initiative d'[une certaine banque] de lancer des supports pédagogiques destinés aux élèves du troisième degré de l'enseignement primaire et du premier degré de l'enseignement secondaire ; »*

Considérant que l'intéressé estime en effet que *« l'éducation financière doit, selon [le CRIOC] offrir des garanties de qualité et surtout d'objectivité. [Que cette institution bancaire] ne réunit pas ces critères. [Que] pour garantir cette nécessité d'objectivité, elle doit forcément être dispensée par des organismes indépendants des intérêts marchands ; »*

Considérant que le CRIOC a été informé par [l'entreprise concernée] que cette opération se limiterait à la partie néerlandophone du pays et que le contenu des supports pédagogiques serait effectué de manière indépendante des banques ;

Considérant que le délégué du CRIOC a fait part de cette occurrence aux membres au cours de la séance ;

Considérant toutefois que cette information n'a pas été confirmée par écrit ;

Considérant le prescrit de l'article 41 alinéa 1^{er} précité, qui dispose de ce que : « *toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés ;* »

Considérant que le CRIOC n'a mentionné aucun nom d'établissement scolaire au sein duquel une infraction aurait été constatée ;

Considérant que les conditions d'application de l'article 41 ne sont pas réunies ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que, par conséquent, la plainte du CRIOC est irrecevable.

Ainsi prononcé à la réunion du 21 avril 2010.

La propagande politique

C42/21 : « Propagande politique dans l'éditorial »

Avis prononcé le 2 septembre 2010.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 13 décembre 2010.

Considérant que, par sa note du 30 juin 2009, Monsieur le Directeur de Cabinet du Ministre chargé à l'époque de l'éducation, Christian DUPONT, fit savoir qu' « il [était] interpellé par des parents d'élèves faisant état de faits de propagande politique de la part [d'un responsable d'un établissement scolaire] ; »

Considérant qu'il était fait état de propos tenus dans l'éditorial d'une revue destinée aux parents et aux élèves ;

Considérant la teneur de ces propos, qui font allusion à « ...des mesures calamiteuses [en matière d'enseignement]...fruit de deux partis... » et décrétant qu' « Elio DI RUPO...aurait du renvoyer Christian DUPONT au Fédéral... ; »

Considérant qu'on ne saurait nier que ce sont des propos de nature politique ;

Considérant le prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 qui dispose de ce que « *toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionné ;* »

Considérant que [la personne incriminée] était également candidat[e] aux élections ;

Considérant qu'un [responsable du milieu scolaire] dispose du droit de s'exprimer et d'exprimer des opinions, mais que dans sa position, il semble délicat de s'exprimer politiquement dans une revue destinée aux parents et aux élèves ;

Considérant qu'au cours de leur réunion du 8 octobre 2009, les membres souhaitèrent disposer de davantage d'éléments et demandèrent qu'une enquête soit diligentée ;

Considérant que le 1^{er} février 2010, le rapport de l'Inspection générale devait aboutir aux conclusions suivantes :

Considérant qu'« il s'agit d'une brochure privée alimentée par les cotisations des anciens. [Qu'] elle est publiée à 2000 ou 3000 exemplaires ;»

Considérant que « le responsable de la ligne éditoriale de cette publication est [...] le secrétaire de l'association des anciens ;»

Considérant que « ni le PO, ni la direction n'interviennent dans la ligne éditoriale de cette publication ;»

Considérant que « la brochure est destinée « aux anciens élèves membres de l'association en règle de cotisation et distribuée aux parents des élèves de l'établissement ; (sections primaire et secondaire) »

Considérant que, dans la présente espèce, des propos d'ordre politiques ont été émis dans une brochure qui n'émane pas de la direction de l'établissement ;

Considérant que les membres se posèrent la question de savoir si l'activité incriminée a bien eu lieu dans « un établissement d'enseignement » au sens où l'entend l'article 41 précité ;

Considérant que les membres se demandèrent si le champ d'application de l'article 41 doit se limiter à l'aire géographique de l'établissement ou si il faut l'élargir au concept d'« activité scolaire ; »

Considérant que ce dernier concept n'est pas défini dans l'article 41 ;

Considérant que l'interrogation des membres porte sur le champ d'application rationae loci de l'article 41 ;

Considérant que les membres souhaitèrent poser au Service juridique la question de savoir si cette revue d'anciens, qui se trouve remise entre les mains de parents d'élèves ou de membres du personnel enseignant, tombait ou non sous le coup de l'article 41 du Pacte scolaire, au sens où il convient de se demander s'il y a eu propagande politique « dans » l'établissement, durant le temps scolaire ou dans le cadre d'activités scolaires ;

Considérant que le service juridique répondit, le 14 juillet 2010, qu'il se référait à l'intention du législateur ;

Considérant que l'intention du législateur était d'éviter que les luttes politiques ou philosophiques ne se développent « dès la vie scolaire ; »

Considérant que « dès lors, il apparaît contraire à la volonté du législateur d'interpréter le texte de l'article 41 comme limitant le champ d'application de cette disposition à la seule enceinte physique des bâtiments scolaires ; »

Considérant qu'aux yeux du service juridique, « il semble au contraire s'agir de soustraire l'activité des établissements scolaires organisés ou subventionnés...que cette activité ait lieu à

l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments scolaires, à d'éventuelles influences politiques ou commerciales ; »

Considérant que le service juridique remarque également que l'article a été rédigé par [le responsable] en tant que tel et que la revue a été distribuée aux parents d'élèves et à l'équipe pédagogique ;

Considérant qu'« il paraît difficile de contester qu'il est ici question d'un fait s'inscrivant dans l'activité scolaire de l'établissement ; »

Considérant toutefois que [certains membres] font remarquer que l'éditorial incriminé a été publié dans une revue qui émane d'une ASBL et que l'on a beau regretter que des propos politiques y aient été rédigés, ce fait rentre uniquement dans le cadre de la responsabilité de l'ASBL, dans l'exercice de la liberté d'expression ;

Considérant que par conséquent cette activité ne s'est pas déroulée « dans un établissement d'enseignement », notion qui n'est pas davantage définie par la loi que celle d'« activité scolaire, » l'on ne saurait donc parler de violation de l'article 41 précité ;

Considérant que ces mêmes personnes font également remarquer qu'il n'est pas prouvé que la revue incriminée ait circulé au sein de l'établissement scolaire, et qu'elle ait été spécialement destinée aux élèves, puisqu'aussi bien ils sont l'objet de la protection inscrite au sein de l'article 41 du pacte scolaire ;

Considérant que, majoritairement, les membres sont au contraire d'avis de constater que les éléments constitutifs du non-respect de l'article 41 sont réunis, pour les motifs exposés ci-dessus ;

Emettent l'avis, à la majorité, en vertu de ce même article, que la pratique dénoncée constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

C42/27 : « Le conseil communal des jeunes »

Avis prononcé le 2 septembre 2010.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 16 novembre 2010.

Considérant que, par sa note du 6 mai 2010, Madame Marie-Dominique SIMONET, Ministre de l'Enseignement obligatoire, fit savoir qu'elle avait été interpellée par un mandataire communal ;

Considérant que [cette personne exerçait également des responsabilités dans le milieu scolaire;]

Considérant que dans le cadre de l'initiation des jeunes à la démocratie communale, ceux-ci deviennent de petits conseillers qui représentent démocratiquement les écoles « tout réseau » de l'entité concernée ;

Considérant que dans le cadre de cette initiation, une activité de visite du Parlement fédéral a eu lieu, et qu'elle n'a été encadrée que par des mandataires [d'un seul parti politique ;]

Considérant que tel est le grief du requérant, dénonçant des faits de propagande politique dans le cadre de l'initiation des jeunes à la démocratie communale ;

Considérant qu'à la demande même de Madame la Ministre, une mission d'inspection a été diligentée afin de vérifier si les faits dénoncés étaient confirmés ;

Considérant qu'au cours de la séance de la Commission du 2 septembre 2010, les membres de la Commission examinèrent le rapport d'Inspection ;

Considérant que, d'après les procès-verbaux des auditions de l'enquête, différentes circonstances apparurent ;

Considérant qu'aucun sigle politique n'avait été aperçu sur le courrier destiné à préparer l'activité, selon l'[un des témoins interrogé] ;

Considérant que, d'après [un autre témoignage], les enfants n'ont pas été particulièrement marqués par l'aspect politique, car ils ne se souviennent pas du nom de celui qui les a reçus et qu'un seul enfant demanda le nom d'un ministre, nom qu'il ne retint pas ;

Considérant qu'[un troisième témoin] a déclaré que personne n'a interpellé la direction, ni parents, ni enfants, ni enseignants, après la journée de visite ;

Considérant qu'elle fit remarquer que ce n'est pas l'activité même mais une photographie publiée ultérieurement dans le journal communal qui formait l'objet de la plainte ;

Considérant que le requérant souligna que « ce ne sont pas les enfants qui sont concernés par cette propagande, mais leurs parents qui ne sont pas forcément du même bord que la majorité communale ;

Considérant que [l'un des organisateurs] rappela que « traditionnellement, tous les mandataires sont invités à participer à cette activité ; »

Considérant que le plaignant aurait donc eu la faculté de s'y rendre également, et qu'alors, il se serait probablement retrouvé sur la photo qu'il incrimine ;

Considérant que les conclusions du rapport exposent entre-autre que « la visite s'est effectuée avec les élèves des trois réseaux confondus » et qu'« à aucun moment, l'appartenance politique des [personnes accompagnant] et recevant les élèves n'a été signalée ; »

Considérant que le rapport en arrive à la conclusion qu'il convient de se féliciter qu'une telle activité soit organisée car elle rejoint les préoccupations du décret mission ;

Considérant que les membres approuvent unanimement ces conclusions ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que la pratique dénoncée par le requérant précité ne constitue pas une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

C42/31 : « La visite du Parlement »

Avis prononcé le 2 septembre 2010.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 17/11/2010.

Considérant qu'en date du 9 mars 2010, [un député bruxellois] transmet au secrétariat de la Commission une plainte qui contient en substance les griefs suivants :

Considérant que « des rhétoriciens [d'un établissement scolaire] se sont rendus dans l'hémicycle [du Parlement bruxellois] lors d'une matinée de cours afin de visiter les lieux ; »

Considérant que le professeur organisateur principal, Monsieur D***, exerce un mandat de conseiller communal au sein [d'un] groupe politique et qu'il a fonctionné antérieurement comme député au Parlement bruxellois ;

Considérant que d'après le requérant, « ces élèves ont été reçu uniquement par des membres [d'un autre groupe politique] » [et que]...cela ressemble...à de la propagande politique ; »

Considérant que les autres groupes politiques ne semblent pas avoir été informés de cette visite ;

Considérant le texte de l'article 41 alinéa 1 précité, qui dispose de ce que : « *toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionné ;* »

Considérant qu'une mission d'inspection a été diligentée par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire afin de vérifier si les faits dénoncés sont confirmés ;

Considérant qu'au cours de la séance du 2 septembre 2010, les membres de la Commission examinèrent le rapport d'Inspection ;

Considérant que le rapport en arrive aux conclusions suivantes ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (décret-mission) encourage l' « éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française ;»

Considérant que M. D*** fit rencontrer aux élèves [un mandataire politique], qui évoqua [...] son parcours, comme exemple de réussite [d'ordre citoyenne] ;

Considérant que les élèves eurent l'occasion de rencontrer également [un autre mandataire politique] ;

Considérant que cette [personne] anima un jeu de rôle où les élèves furent invités à débattre de propositions de loi déjà préparées par un travail de classe préalable ;

Considérant que les membres constatent que l'activité a fait l'objet d'une préparation bien avant la visite programmée ;

Considérant que les membres constatent que [cette dernière personne], étant un ancien élève de l'établissement, les contacts de M. D*** en ont été forcément facilités ;

Considérant que les membres, à l'instar de l'Inspection, regrettent l'absence d'une certaine hétérogénéité politique mais laissent à l'organisateur le bénéfice du doute en ce qui concerne sa bonne foi ;

Considérant en effet que l'activité était en adéquation avec les textes légaux et les programmes de cours ;

Considérant que le Pacte scolaire est contenu dans la loi du 29 mai 1959 et que les missions prioritaires de l'enseignement sont contenues dans le décret du 24 juillet 1997 ;

Considérant que dans la mosaïque législative qui organise la structure réglementaire du Royaume de Belgique, le décret possède une valeur équipollente à la loi ;

Considérant donc que l'activité incriminée doit s'examiner à la lueur de dispositions qui éclairent l'intérêt de l'enseignement sous différentes facettes ;

Considérant que l'article 41 précité interdit la propagande politique ;

Considérant toutefois qu'il faut s'entendre sur la définition de la propagande politique, ce que l'article 41 est en défaut de faire ;

Considérant que l'inspection propose la définition suivante de la propagande politique :
« exercer une action sur l'opinion pour l'amener à avoir certaines idées politiques ou sociales, à soutenir une politique, un gouvernement, un représentant ; »

Considérant qu'en l'espèce, l'intérêt protégé par l'article 41 du Pacte scolaire peut être nuancé à la lumière du décret mission ;

Considérant que les élèves participant à cette visite sont pour la plupart majeurs et donc en âge d'aller voter ;

Considérant qu'il ne ressort pas du rapport de l'Inspection que les propositions de loi sur lesquelles les étudiants étaient invités à travailler aient eu quelque connotation politique ;

Considérant par ailleurs qu'au moment d'organiser l'activité, il eut fallu sans doute s'adresser au service de relation publique de l'institution ;

Considérant qu'il eut été souhaitable de faire preuve de prudence en l'occurrence mais qu'il n'est pas nécessairement de la responsabilité de l'enseignant de s'assurer de la pluralité de la représentation politique de l'activité ;

Considérant qu'il convient d'encourager les activités qui développent l'esprit civique ou citoyen, et qui sont de nature à favoriser l'apprentissage de la démocratie ;

Considérant que les membres approuvent unanimement les conclusions de l'Inspection en ce que le terme de propagande politique, tel que dénoncé, n'était pas approprié ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que la pratique dénoncée par le requérant précité ne constitue pas une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

La concurrence déloyale

C42/22 : « Concurrence entre PO »

Avis prononcé le 2 septembre 2010.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 16/11/2010.

Considérant que Madame D***, écrivit le 3 septembre 2009 à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire en joignant copie du courrier du 1er septembre 2009 d'une mère d'élèves, Madame M*** ;

Considérant que cette maman, ayant retiré ses enfants [d'un établissement scolaire] pour les mettre dans [une autre école, appartenant à un autre réseau d'enseignement], se plaignit de pressions qu'aurait exercé Monsieur V***, [responsable scolaire], pour qu'elle les maintienne dans [le premier établissement cité ;]

Considérant que le 2 février 2010, réunis en une première séance, les membres souhaitèrent qu'une enquête soit diligentée ;

Considérant que le rapport de l'Inspection indique que les faits de concurrence déloyale n'ont pu être établis ;

Considérant que les inspecteurs ont rappelé le prescrit de l'article 8 al. 3 de l'AR du 20 août 1957 ;

Considérant que ce texte « rappelle, en outre, expressément, la liberté du chef de famille d'envoyer ses enfants dans l'école qu'il préfère et l'interdiction d'user à son égard d'aucun moyen de pression pour lui imposer une école qui ne serait pas celle de son choix ; »

Considérant le rappel opéré par les inspecteurs de concourir à des relations loyales entre les écoles ;

Considérant le cadrage opéré par [les inspecteurs] lors des échanges avec les diverses personnes entendues quant à la nécessité d'une stricte observance de cet article de loi à l'avenir ;

Considérant que l'article 41 énonce que : « *Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés. [Que] toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces établissements. [Que] la propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement ;* »

Considérant que, en absence de preuves tangibles, les membres peuvent difficilement confronter la pratique incriminée avec le prescrit de l'article 41 de la loi précitée ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, qu'il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 41 de la loi précitée. Ainsi prononcé à la réunion du 2 septembre 2010.

La concurrence déloyale dans la perspective du décret du 2 juin 2006

C42/24 : « les CEB de l'école P* »**

Avis prononcé le 21 avril 2010.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 21 juin 2010.

Considérant que, par sa note du 8 février 2010, Monsieur Jean-Pierre HUBIN, Administrateur général de l'Enseignement et de la recherche scientifique, fit part à la Commission de ce que l'école P*** faisait état sur son site internet de la réussite du CEB avec brio par les 6^{ème} et déclarait qu'« avec de tels résultats, on a[vait] de quoi être très fier de ses élèves mais aussi de la qualité d'enseignement prodigué au sein de l'école ; »

Considérant que cette matière est notamment du ressort du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire ;

Considérant que l'article 27 du décret du 2 juin 2006 dispose de ce que « *Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires.*

[Qu']il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.

[Que] les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel.

[Qu'] en cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

[Que] le non respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »

Considérant que les membres n'ont rien pu faire d'autre que constater que les éléments constitutifs du non respect de l'interdiction formulée dans l'article 27 précités sont réunis et qu'en cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, en vertu de ce même article, que la pratique dénoncée par la note de Monsieur l'Administrateur général constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

C42/29 : « Les CEB méridionaux »

Avis prononcé le 2 septembre 2010.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 13 décembre 2010.

Considérant la plainte formulée simultanément le 30 juin et le 2 juillet 2010, ayant trait à la copie d'une coupure de presse du journal M*** du 26 juin 2010 dans laquelle un établissement scolaire faisait état de 100 % de réussite du CEB ;

Considérant que cette matière est notamment du ressort du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire ;

Considérant que l'article 27 du décret du 2 juin 2006 dispose de ce que « *Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires.*

[Qu']il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.

[Que] les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel.

[Qu'] en cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

[Que] le non-respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »

Considérant que le 27 août 2010, [l'un des requérants] communiqua un complément d'information à la Commission, sous la forme d'une publicité de l'école [...], dont il est précisément fait mention dans [le journal concerné.]

Considérant que les membres déduisent que cette affiche est destinée à circuler hors de l'établissement, qu'elle n'a d'autre but que d'encourager l'inscription d'enfants et qu'elle est constituée donc d'une publicité volontairement mise en œuvre par l'établissement incriminé ;

Considérant que [certains membres] font toutefois remarquer que cette preuve n'est pas rapportée et que l'affiche pourrait être un document à usage interne ;

Considérant que, majoritairement, les membres sont d'avis de constater que les éléments constitutifs du non-respect de l'interdiction formulée dans l'article 27 précités sont réunis, puisque l'article de journal et l'affiche mentionnent 100% de réussite au CEB, et qu'en cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique ;

Emettent l'avis, à la majorité, en vertu de ce même article, que la pratique dénoncée par les deux requérants précités constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

C42/30 : « CEB du Nord »

Avis prononcé le 2 septembre 2010.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 16 novembre 2010.

Considérant [qu'une plainte fut déposée devant la Commission comme suite à un article du journal « N*** » intitulé « [Voici les localités] championnes des CEB » ;

Considérant qu'il y était relaté, d'après une interview d'un certain chef d'établissement, que « les écoles ... de la région avaient un taux de réussite supérieur à la moyenne ; »

Considérant que cette matière est notamment du ressort du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire ;

Considérant que l'article 27 du décret du 2 juin 2006 dispose de ce que « *Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires.*

[Qu']il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.

[Que] les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel.

[Qu'] en cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

[Que] le non-respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »

Considérant que, s'il est vrai qu'il s'agit de la démarche d'un journal, l'erreur provient du chef d'établissement d'avoir répondu aux questions de la Presse ;

Considérant qu'en effet le décret impose le secret professionnel ;

Considérant que les membres sont amenés à constater que les éléments constitutifs du non-respect de l'interdiction formulée dans l'article 27 précités sont réunis et qu'en cas d'infraction, l'article 458 du Code pénal s'applique ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, au vu de ce même article 27, que la pratique dénoncée par les deux requérants précités constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

C42/32 : « les CEB du bilan »

Avis prononcé le 10 novembre 2010.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 8 février 2011.

Considérant que, le 4 octobre 2010, Madame Martine HERPHELIN, Directrice générale adjointe du Service général du pilotage du système éducatif, fit part à Madame la Directrice générale Lise-Anne HANSE de ce que « dans son article paru dans une revue toute boîte (à échelle locale), un responsable scolaire publia la proportion des élèves de 1ère différenciée d'un certain établissement qui ont obtenu le CEB ;

Considérant que Madame HERPHELIN estime que, par ces propos, l'intéressé transgresse l'article 27 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire en pratiquant une concurrence déloyale ;

Considérant que les membres sont d'avis que les faits portés à leur connaissance sont de nature à faire l'objet d'un examen par la Commission ;

Considérant que l'article 27 du décret du 2 juin 2006 dispose de ce que « Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires.

[Qu']il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.

[Que] les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel.

[Qu'] en cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

[Que] le non-respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »

Considérant que l'article incriminé comporte un alinéa rédigé comme suit : « En juin dernier, sur les 9 enfants inscrits, 7 ont obtenu leur CEB, ce qui représente un résultat remarquable, quand on sait qu'en Communauté française, seuls 16% des enfants inscrits dans l'enseignement différencié en 2008-2009 avaient obtenu ce certificat. »

Considérant que l'information « que seuls 16% des enfants inscrits ans l'enseignement différencié en 2008-2009 avaient obtenu ce certificat » est une information tombée dans le domaine public ;

Considérant que l'alinéa mentionne aussi l'information suivante : « En juin dernier, sur les 9 enfants inscrits, 7 ont obtenu leur CEB, ce qui représente un résultat remarquable ; »

Considérant que cette information fait référence à l'enseignement du réseau spécifique à la compétence du responsable incriminé ;

Considérant que les membres y voient une certaine publicité pour cet enseignement ;

Considérant qu'en l'occurrence, il s'agit de l'enseignement différencié ;

Considérant que cet enseignement n'est pas soumis à un choix aussi varié que celui qu'offrirait l'enseignement ordinaire ;

Considérant toutefois que l'article 27 interdit de faire état des résultats obtenus à l'épreuve externe ;

Considérant qu'exprimer que, sur 9 enfants inscrits, 7 ont obtenu leur CEB, est faire état d'un résultat ;

Considérant que l'expression de ce résultat, mis en rapport avec l'information « qu'en Communauté française, seuls 16% des enfants inscrits dans l'enseignement différencié en 2008-2009 avaient obtenu ce certificat » constitue, aux yeux de la majorité des membres, une

manière d'utiliser des informations publiques aux fins de publicité susceptible d'induire une concurrence que prohibe l'article 41 du Pacte scolaire ;

Considérant que [l'un des membres de la Commission] fait toutefois remarquer que l'alinéa incriminé fait tout bonnement partie d'un article de presse destiné à exprimer d'une certaine reconnaissance et des félicitations pour le travail accompli par l'équipe pédagogique de l'établissement, et ne saurait constituer une transgression de l'article 27 précité ;

Considérant que, majoritairement, pour les raisons exprimées plus haut, les membres sont d'avis de constater que les éléments constitutifs du non-respect de l'interdiction formulée dans l'article 27 précités sont réunis ;

Emettent l'avis, à la majorité, en vertu de ce même article, que la pratique dénoncée par les deux requérants précités constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

Ainsi prononcé à la réunion du 10 novembre 2010.
